



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - ED

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la Société
STRAP de respecter les prescriptions de l'article 1^{er} de
l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2012 imposant des
mesures d'urgence pour son établissement situé à
DUNKERQUE**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 juillet 2012 délivré à la société STRAP modifiant le classement des activités exploitées et portant renouvellement de l'agrément VHU pour la poursuite d'exploitation de l'établissement situé à Dunkerque ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2012 imposant des mesures d'urgence à la société STRAP pour son établissement situé au Port 2126, route du Pont Noir, Saint Poi sur Mer, 59140 Dunkerque ;

Vu le rapport en date du 24 avril 2014 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement duquel il ressort que lors de la visite d'inspection du 18 avril 2014, il a été constaté que la totalité du dépôt de bouteilles de gaz usagées n'a pas été éliminé au 30 septembre 2012 ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2012 imposant des mesures d'urgence à la société STRAP pour son établissement situé au Port 2126, route du Pont Noir, Saint Poi sur Mer, 59140 Dunkerque ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société STRAP de respecter les prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2012 imposant des mesures d'urgence pour son établissement situé à Dunkerque ; afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - La société STRAP, dont le siège social est situé Zone Industrielle n°4, BP 8, 59880 SAINT SAULVE, est mise en demeure pour son établissement qu'elle exploite Port 2126, Route du Pont Noir, St Pol sur Mer, 59140 DUNKERQUE de respecter les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2012 imposant des mesures d'urgence et rappelées ci-après :

« La société STRAP dont le siège social est situé Zone Industrielle n°4, BP 8, 59880 SAINT SAULVE, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté qui s'appliquent à l'établissement qu'elle exploite au Port 2126, Route du Pont Noir, St Pol sur Mer, 59140 DUNKERQUE.

La société STRAP élimine ou fait éliminer les bouteilles de gaz usagées stockées dans l'enceinte de son établissement dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

La société STRAP s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

L'ensemble du dépôt de bouteilles de gaz usagées doit être éliminé pour le 30 septembre 2012 au plus tard. »

Ces dispositions doivent être respectées **sous 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DUNKERQUE ,

- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de DUNKERQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté , énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le **29 AVR. 2014**

Le préfet,
Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume THIRARD

